

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Février 2010 - n° 128



*Débat du mois :*  
**« La nouvelle génération d'entrepreneurs  
en Afrique :  
profils et valeur sociale de leurs activités »**



enda europe

## Éditorial

### La démocratie, à l'épreuve des élections

Comme chaque année, il y aura en 2010 une douzaine d'élections en Afrique. La plus proche, au Togo, a déjà donné lieu à de vives contestations sur son organisation. La plus aléatoire, en Côte d'Ivoire, soulève, de report en report depuis 2005, bien des interrogations sur sa possible tenue.

Redoutées par les pouvoirs en place, attendues avec impatience par des citoyens en mal de changement, les élections sont plus souvent source de problèmes que mode de choix démocratique des personnes appelées à diriger le pays.

On ne reviendra pas ici sur les conditions d'organisation des élections, ni sur celles d'un choix éclairé des élus par les électeurs. Dans le premier cas, elles relèvent plus de la volonté politique des gouvernements que de la capacité administrative des Etats et, de ce point de vue, mettent en cause la responsabilité des dirigeants vis-à-vis de leur peuple, au risque de déclencher violence et conflits, comme on le voit en Côte d'Ivoire. Quant aux enjeux sociaux des campagnes électorales, ils sont souvent relégués au second plan. En Afrique, comme ailleurs, l'essentiel est de se faire élire.

Interrogeons-nous plutôt sur les raisons qui rendent souvent les élections dramatiques : alors qu'elles devraient permettre aux électeurs de choisir leurs représentants dans la sérénité, elles créent des situations de confusion qui laissent aux élus des marges de liberté importantes et donnent le sentiment aux électeurs que tout se joue en dehors d'eux.

Il y a, de fait, une dramaturgie des élections. Entre deux élections, les autorités exercent un pouvoir

sans partage, les tensions s'exacerbent au sein de la société et, si l'aggravation des inégalités rend insupportable la pauvreté des plus démunis, les frustrations s'accumulent et les élections sont prises comme leur exutoire naturel. L'émergence d'une société civile organisée contrecarre cette tendance : c'est dans les pays où elle a pris une place importante dans l'animation quotidienne de la vie socio-politique que les élections se passent le mieux.

Par ailleurs, à l'imitation de leur modèle occidental, les élections donnent lieu fréquemment en Afrique à des affrontements radicaux entre des partis ou mouvements qui, pour mieux se démarquer, poussent à l'extrême des positions et comportements partisans. De telles pratiques heurtent l'esprit de consensus des sociétés africaines et font naître des antagonismes et des fractures qui les fragilisent et risquent de les faire basculer dans la violence.

Dans le meilleur des cas, lorsque des contre-pouvoirs apaisent les relations entre les gouvernements et les forces d'opposition, les élections remplissent bien leur fonction et l'alternance peut se produire pacifiquement. Le Ghana en est un bon exemple. S'il existe effectivement des amortisseurs susceptibles de réduire les tensions, les résultats des élections sont respectés et ouvrent la voie à des modes d'action démocratiques. A défaut, les élections aggravent le climat politique au lieu de concourir à la bonne expression de la souveraineté populaire.

Elections, la meilleure ou la pire des choses ? Il dépend des gouvernements et de la société civile de trouver collectivement l'équilibre nécessaire à leur bonne fin. ■

La Cade

## Cycle II : « La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique »

### 2. « La nouvelle génération d'entrepreneurs en Afrique : profils et valeur sociale de leurs activités »

**A**près avoir examiné, lors de la première rencontre-débat de ce cycle, les différentes facettes du monde de l'entreprise africaine et les défis à relever, on s'attache ici, de manière concrète et avec les acteurs, à voir comment ces entrepreneurs intègrent dans leurs stratégies d'entreprise la demande sociale de leurs concitoyens. C'est une question qui émerge dans les instances internationales et on sait combien les liens sociaux constituent, en Afrique subsaharienne, le poumon des différentes activités humaines. Ce sujet sera abordé par **Patrice Hoppenot**, président de Investisseurs & Partenaires pour le Développement (société d'investissement pour le développement des PME en Afrique) ; **Amos Ngongang**, contrôleur des risques marchés et évaluation de projets à la

Direction du groupe SNCF, président de Dynamique Afrique Centrale ; **Roger Njitchoua**, entrepreneur, directeur de Cameroun Breuvages, entreprise de production d'eau. **Roland Portella**, directeur de Central Business Leaders, une plate-forme de mutualisation de compétences pour chefs de PMI européennes, administrateur de la Cade, a bien voulu assurer l'animation de cette rencontre-débat.



De gauche à droite : Patrice Hoppenot, Roland Portella, Amos Ngongang et Roger Njitchoua

**Roland Portella** a choisi, en organisant cette rencontre, d'aborder le sujet par son volet social. Il constate en effet l'émergence d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs qui établissent un lien assez direct entre leurs activités et le développement social de leurs concitoyens, donc d'un capitalisme plus humain. Ces comportements rejoignent le débat ouvert au niveau international sur « un nouveau capitalisme est-il possible ? ». A cet égard, il est significatif que les grandes écoles de commerce européennes ouvrent une chaire de création d'entreprises à vocation sociale pour répondre à l'engouement des jeunes sur ce sujet. R. Portella demande aux intervenants de réagir sur ce point.

**Patrice Hoppenot** confirme qu'en effet, beaucoup de jeunes souhaitent avoir une utilité so-

ciale et participer à la rénovation sociale des pays qui en ont besoin. Il constate aussi que beaucoup d'hommes et de femmes retraités souhaitent donner du sens à leur vie en proposant leurs talents de manière professionnelle à des tâches d'assistance technique. **Amos Ngongang** estime que cette évolution est incontournable. Les nouvelles générations adoptent davantage des relations d'égal à égal avec celles originaires d'autres continents. Pour lui, les concepts antérieurs sont dépassés et en appelle au capitalisme social sans lequel il est impossible de vivre ensemble. **Robert Njitchoua** démontre, à travers les projets qu'il a conduits au Came-

roun, que la dimension sociale est prise en compte dans l'étude d'impact de chacun d'eux.

L'animateur pose alors la question de savoir pourquoi un investisseur se préoccupe d'entreprises à vocation sociale ? Est-ce que cela repose sur des critères de rentabilité ? Peut-on dresser un panorama de ces entreprises ?

#### Un partenariat nécessaire



Patrice Hoppenot © cade

**Patrice Hoppenot** répond qu'au risque de décevoir, Investisseurs & Partenaires pour le Développement (IPDev) créé en 2002, n'a pas formellement de vocation sociale. Son approche est différente car il n'y a pas de développement

économique sérieux s'il n'y a pas d'entrepreneurs dans un pays. C'est une donnée universelle, liée à l'humain. Entreprendre, c'est aussi vouloir laisser des traces. Encore faut-il en avoir les moyens en termes financiers, d'apprentissage, de gestion d'entreprise. Les entrepreneurs africains ont des projets, mais la culture latente ne leur est pas favorable. IPDev a donc pour objectif de les accompagner financièrement et techniquement en tant que partenaire. A la question de savoir si une entreprise a une vocation sociale ou pas, P. Hoppenot répond que chaque PME qui marche bien, qui produit des services, de l'emploi, des salaires, est un succès sociétal.

Comment fonctionne IPDev ? Actuellement elle dispose d'un portefeuille de 25 entreprises exclusivement en Afrique francophone. C'est celle qui en a le plus besoin car l'Afrique anglophone a hérité de la culture britannique du « business ». On rencontre à IPDev de tout, des pharmaciens qui souhaitent créer une société de « répartiteur » ou une fabrique de médicaments génériques, des médecins qui souhaitent évoluer vers la gestion de cliniques, un hydrogéologue qui ambitionne de créer une entreprise de vente d'eau de bonne qualité à prix très bas, un vétérinaire passionné par les populations *peul* du nord Sénégal qui ont des vaches dont la production est si faible qu'elles ne leur fournissent aucune ressource financière. Il a décidé de créer une laiterie approvisionnée exclusivement en lait de vache et non en lait en poudre importé d'Europe. Cette initiative permet de substituer à une économie de troc l'apport de ressources monétaires à ces populations. Ce sont de beaux exemples d'entreprises qui apportent des services à une population qui en a besoin.

Les entreprises soutenues par IPDev sont des sociétés à capital risque dans lesquelles IPDev est membre du conseil d'administration et partenaire, partageant les mêmes risques que l'entrepreneur. Mais pour que l'entreprise marche, il faut qu'elle soit performante, qu'elle gagne de l'argent, et pour cela, il lui faut de bons recrutements, des cadres formés qui font bien leur travail. IPDev n'exige rien pour lui mais considère que ses objectifs sont atteints lorsque l'entrepreneur devient autonome.

### Le soutien de la diaspora

**Amos Ngongang** fait part d'une expérience différente. Il a suivi un



Amos Ngongang © cade

parcours professionnel atypique. Ingénieur ICAM, il a travaillé en France, puis 10 ans en Afrique avant de revenir en Europe. Au cours de ces étapes, il s'est occupé en Afrique de la maintenance d'un site de production d'un groupe international

et a été confronté à des entrepreneurs africains qui, face à la concurrence, ne disposaient pas de toutes les armes. Il a alors pris l'initiative de créer un centre d'affaires spécialisé en téléphonie internationale. Il s'agissait d'aider les jeunes entrepreneurs en mutualisant leurs compétences et de leur permettre de se concentrer sur leur projet en réduisant les coûts. Cette entreprise a été un échec dont A. Ngongang a su tirer les leçons.

Revenu en Europe, il a noué des relations avec la diaspora et avec la vie associative. Il préside la jeune association « Dynamique Afrique Centrale », dont l'objet est de faire la promotion, de développer, de participer à toute initiative économique en Afrique centrale. C'est une association pluridisciplinaire qui comporte des

juristes, des ingénieurs, des médecins, qui accompagne les porteurs de projets. Parmi les projets soutenus il prend comme exemple la création d'une école d'ingénieurs en Afrique Centrale qui a déjà formé deux promotions d'ingénieurs qui s'orientent vers la création d'entreprises et donc qui créent des emplois et participent directement à la gestion de leur environnement. Il a ainsi découvert de nouveaux profils d'entrepreneurs aussi bien en Afrique qu'en Europe, qui considèrent que tout projet doit comporter un volet social. Le responsable ne peut pas s'intéresser qu'au seul capital financier. En Afrique, il doit répondre à de nombreuses sollicitations et faire face à une demande sociale qui n'est pas couverte par l'Etat. Un autre projet soutenu par l'association est la production d'énergie hydroélectrique pour l'alimentation d'entreprises et de centres de santé qui eux-mêmes génèrent de l'emploi et du progrès social.

Ces nouveaux chefs d'entreprise ont voyagé, se sont formés. Ils sont confrontés à la mondialisation, à la bourse, à la fluctuation des cours des matières premières. Ils subissent une mutation. Le chef d'entreprise africain dispose non seulement d'un capital financier, mais il doit faire aussi du marketing politique pour exister et se maintenir, ce qui représente un coût qui tend à réduire sa compétitivité. Celui qui ne le fait pas prend des risques. C'est une grande différence avec l'Europe, où les entreprises sont généralement accueillies à bras ouverts. Pour conclure, s'agissant du capitalisme social, c'est, pour A. Ngongang, le seul système possible en Afrique et le mieux adapté à la culture africaine.

### Un entrepreneur heureux

**Roger Njitchoua** montre à son tour comment, avec une solide formation, une volonté forte et un partenariat efficace, les portes



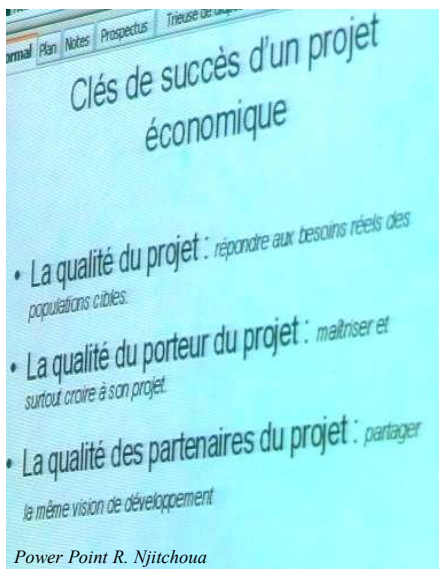
peuvent s'ouvrir à un candidat entrepreneur. R. Njitchoua est un entrepreneur de la diaspora, formé en France où il a obtenu un doctorat en géosciences. Spécialisé dans les ressources en eau, il a été chercheur contractuel au CNRS et chargé d'enseignement à l'université d'Orsay. Il a été gérant d'« Hydrotraces », société de services en matière d'eau et d'environnement. Il est directeur de « Cameroun Breuvages », société fondée en 2004 avec le soutien de IPDev. Face à la forte demande d'eau de qualité, il a rédigé un projet que son partenaire a encouragé. Il s'agissait de fournir à bas coût un produit adapté aux besoins vitaux de la



Roger Njitchoua © cade

population. Il a donc eu l'idée de fournir de l'eau en sachets, solution économique, adaptée à des populations à faibles revenus et permettant de réduire les risques de maladies hydriques. Le projet centré sur la ville de Douala a généré 60 emplois directs et encouragé une centaine de chômeurs à s'impliquer dans la gestion des points de vente. La production est passée de 2 millions de sachets en 2005 à 15 millions aujourd'hui. Le projet est en cours de duplication à Yaoundé.

Parmi les clés du succès, R. Njitchoua cite la qualité du projet et son adaptation aux besoins réels de la masse de la population, la qualité du porteur de projet qui doit y croire et le maîtriser, la qualité du partenaire et de son accompagnement. Cameroun Breuvages est la première société soutenue par IPDev au Cameroun. Une autre clé du succès est d'avoir le recul suffisant et savoir faire la part des choses face aux contraintes de divers ordres : familiales, communautaires, politiques. Pour conclure, R. Njitchoua adresse un signal d'encouragement à tous ceux qui voudraient suivre la même voie. ■



Les exemples concrets d'initiatives de la part de jeunes entrepreneurs africains et de mécanismes d'accompagnement pour les soutenir qui ont été exposés ont suscité de nombreuses questions.

### Le partenariat

Un premier train de questions porte sur la difficulté pour un entrepreneur d'établir un partenariat. C'est un paradoxe en Afrique, où existe une tradition de solidarité. Les organisations patronales y sont très faibles et quand elles existent, ce sont souvent des filia-

## Le Débat

les d'organisations qui dépendent de multinationales. Par ailleurs, l'Etat ne joue pas vraiment son rôle pour la promotion des entreprises. R. Njitchoua répond qu'il y a encore en Afrique, un certain égoïsme et une phobie du partage. Quand un Africain a un projet, il préfère le faire seul. Il prend l'exemple des tontines qui amassent parfois des sommes considérables mais qui ne constituent pas une épargne mobilisable, chacun préférant se consacrer à son petit projet. Il y a un effort de pédagogie à faire. Mais cela change chez les chefs d'entreprise issus de la diaspora qui comprennent qu'ensemble, on est plus fort. P. Hoppenot a observé que quand on crée un partenariat, la méfiance s'installe : au début, tout le monde est d'accord, mais en s'engageant à minima et en attendant de voir. A. Ngongang évoque, pour expliquer cette méfiance, des facteurs culturels. Les indépendances africaines se sont parfois faites dans la douleur comme au Cameroun. Certains parents ne donnent pas

leur nom à leurs enfants car il évoque un passé qui risquerait de les faire passer pour des descendants de terroristes. Il faut donc aujourd'hui reconstruire en faisant sauter les blocages psychologiques. Ce n'est pas infranchissable et passé un certain cap, les choses deviennent faciles.

### La concurrence asiatique

Des questions portent sur la concurrence asiatique qui relève de la problématique des coûts de production et de la concurrence sur les marchés. R. Portella estime qu'il ne faut pas stigmatiser les Chinois tout en reconnaissant que leur présence sur les marchés engendre des tensions avec les commerçants africains. Pour P. Hoppenot, c'est dans le domaine des travaux publics que les Chinois sont particulièrement agressifs. Ce sont plutôt les Français qui souffrent, les Chinois étant en capacité de faire des offres plus basses que celles de leurs concurrents en réponse aux appels d'offres. Par

contre, les Chinois étant de bons commerçants, ils concurrencent directement les marchands africains sur les marchés et cela devient conflictuel. Il faut donc trouver les moyens de réguler cette concurrence. Les gouvernements ont accordé des facilités aux Chinois pour investir dans leur pays. Il faudrait que les commerçants et les chefs d'entreprises fassent pression sur leur gouvernement pour faire cesser ces aides.

### Le rôle de l'Etat

Quel rôle l'Etat joue-t-il dans la formation professionnelle ? A cette question, il est répondu que le développement des ressources humaines en Afrique glisse de plus en plus de l'Etat au privé. Cependant, le chef de l'Etat camerounais, par exemple, parle de la création d'écoles d'ingénieurs professionnalisantes ce qui révèle une prise de conscience de la nécessité de former de la main-d'oeuvre qualifiée. A noter que des écoles techniques créées en Afrique centrale, l'ont été à l'initiative des communautés villageoises et que les professeurs sont payés par les porteurs du projet, le rôle de l'Etat étant en l'occurrence inexistant. Concernant le rôle de l'Etat, la fiscalité est une question récurrente. Au Cameroun, R. Njitchoua indique qu'elle est élevée. Face à cette difficulté, la solution est selon lui de faire du marketing politique. Lors d'un débat à la télévision locale avec des responsables du Ministère des mines, il a défendu le fait que l'eau était un produit de première nécessité et qu'elle devait donc être défiscalisée. Il a été entendu puisqu'il y a deux mois, l'eau a été complètement défiscalisée. Mais beaucoup de choses restent à faire et les groupes de pression ont un rôle à jouer. Une des revendications actuelles est l'exonération des droits de douane de l'outil de production comme cela est appliqué aux Chinois. P. Hoppenot assimile les contrôles fiscaux bien souvent à du racket, puisqu'ils reviennent à payer ce

qu'il faut à tel responsable politique, et non ce qu'on doit, ce qui peut conduire l'entrepreneur au jeu dangereux de la double comptabilité.

### Le problème de la légitimité des acteurs locaux

Une question porte sur la légitimité des acteurs locaux. Face à la faillite des Etats, la légitimité tend à revenir à des acteurs extérieurs. Quel est le rôle des entrepreneurs locaux dans la reconstruction de leur légitimité d'action ? A. Ngongang répond qu'aujourd'hui les acteurs locaux prennent conscience qu'il faut coopérer non seulement localement mais aussi avec les autres pays face à la nécessité d'élargir les marchés. Un entrepreneur qui n'a pas eu l'opportunité de se former à l'étranger peut réussir à créer son entreprise en s'appuyant sur ses réseaux familiaux et ses relations. Le rôle des banques dans la création d'entreprises est souvent évoqué. L'expérience faite au Cameroun par R. Njitchoua est significative. Il s'est en effet heurté à des refus successifs avant de se tourner vers IPDev lors du montage de son projet. Mais dès lors que celui-ci a montré qu'il marchait, les relations avec les banques se sont normalisées. Pour P. Hoppenot, il faut se mettre à la place des banques. En France, elles ne prêtent pas à des start-up si l'entrepreneur n'apporte pas un minimum de fonds propres pour prendre les premiers risques. IPDev se substitue aux banques en apportant des fonds propres mais après avoir étudié à fond le projet. Cela permet de se connaître et d'établir une véritable relation de confiance.

### Disposer d'un « capital politique » ?

Quant à la nécessité de disposer d'un « capital politique » pour réussir, les réponses sont variées. R. Portella rassure les jeunes entrepreneurs qui voudraient se lancer en les assurant que des porteurs de



projets réussissent sans bénéficier de réseau puissant. Il n'en est pas moins vrai, selon les témoignages des intervenants, que les interlocuteurs qu'ils ont en face d'eux ne sont pas toujours des vrais patriotes et songent à leur intérêt personnel avant de penser à

l'intérêt général. R. Njitchoua, faisant part de son expérience personnelle, indique qu'il existe des règles non écrites, des codes à connaître, faute de quoi on peut courir à l'échec. Le chef d'entreprise peut contribuer à supprimer certains abus, comme des contrôles fiscaux par des personnes non habilitées, en les dénonçant auprès des autorités avec lesquelles des liens ont pu s'établir. Le marketing politique peut donc avoir des vertus.

### Des réseaux d'aide à la diaspora à l'articulation avec le secteur informel

Face aux pièges qu'il faut savoir contourner, quelqu'un demande s'il existe un réseau qui aide les candidats entrepreneurs de la diaspora à comprendre les codes. Dans ce but, R. Njitchoua a organisé au Cameroun, en collaboration avec l'ONUDI, un forum avec des chefs d'entreprise « en herbe » et des partenaires du Nord. Il est en train de monter une association (New Bell Initiative, du nom d'un quartier de particulière pauvreté) qui a pour objectif de mobiliser les élites pour trouver de l'emploi à ceux qui n'ont pas d'expertise et de les mettre ensemble pour créer des structures.

Sur l'appui apporté au secteur informel, des articulations sont possibles avec les entreprises. Cameroun Breuvages a créé de nombreux emplois indirects : ce sont des grossistes qui travaillent de

manière informelle et qui brassent pas mal d'argent. Ce système répond bien à la fois à la vocation économique et au volet social de l'entreprise.

### **Diversification ou éparpillement ?**

Une question porte sur la motivation et sur la diversification des activités d'un même entrepreneur. L'exemple est donné d'un expert comptable qui exporte des manques et des haricots verts, ou d'une agence de tourisme qui se lance dans la filature de textiles.

On s'attendrait davantage à une diversification horizontale. Est-ce que ce comportement, qui est très différent de ce qu'on trouve dans les pays du Nord, est dû au souci de la réputation du chef d'entreprise, à ses réseaux politiques ou à la diversification des risques ? P. Hoppenot répond que les entrepreneurs avec qui il travaille se concentrent sur leur objectif et ça marche bien. Par contre, lorsqu'ils ont l'impression de maîtriser leur entreprise, ils ont souvent envie d'aborder un autre challenge.

Finalement, la réponse à la demande sociale dans l'environnement de l'entreprise se trouve essentiellement dans la création d'emplois, dans la formation et parfois dans des pratiques de sponsoring qui relaient l'absence de l'Etat dans de nombreux créneaux. Les chefs d'entreprises sont conscients de leur responsabilité au sein de la société dans laquelle ils exercent et la meilleure manière d'avoir un impact social est de réussir et de pérenniser leur entreprise. ■

**Philippe Mathieu**

## Résumé des conférences de **Souleymane Bachir Diagne** au Collège de France

*Souleymane Bachir Diagne a donné en décembre 2009 et janvier 2010 une suite de 4 leçons au Collège de France. Il en a, pour la Cade, fait le résumé suivant :*

**L**a première conférence, intitulée **Bergson et la pensée de Senghor** a insisté sur ce que la philosophie senghorienne de l'art africain doit à l'intuition bergsonienne. En effet, Bergson a mis en évidence la réalité de ce que le poète sénégalais a appelé une « raison-étreinte » qui entre, pour ainsi dire, en résonance avec son objet, c'est-à-dire avec la force vitale qui constitue ce dernier.

Cette raison-étreinte est autre que la « raison œil » (comme dit toujours Senghor) qui, elle, tient l'objet à distance pour le connaître, de l'extérieur en quelque sorte. La différence entre ces deux modes d'approche du réel ne saurait pourtant se traduire en une division de l'humanité entre une civilisation où règne la pensée logique et des cultures où l'on pense selon une « loi de participation » souvent indifférente au principe de contradiction et qui est caractéristique de la mentalité primitive prélogique.

Ce point de vue, qui a été soutenu par Lévy-Bruhl avant d'être finalement rejeté par lui, n'est pas celui de Senghor. Celui-ci, en bergsonien, quoi qu'en disent ses critiques, et pour le dire dans les mots de Lévinas (parlant du Lévy-Bruhl revenu justement de ses premières thèses sur la mentalité primitive) n'a pas opposé « deux âmes » mais « deux profondeurs de l'âme » lorsqu'il a parlé de la différence entre émotion et raison.

**La seconde conférence**, consacrée à une réflexion sur la pensée politique de Senghor fut intitulée **L. S. Senghor et la philosophie du socialisme africain**. Après un rappel de l'engagement socialiste du futur président sénégalais dès ses premières années d'études en France

et le rôle joué par son ami Georges Pompidou dans cet engagement, le propos a été consacré à l'exposé de la doctrine senghorienne d'une voie africaine originale du socialisme. Senghor a construit sa philosophie du socialisme sur la rencontre entre Marx et une tradition africaine faite de philosophie vitaliste et de communautarisme. Plus précisément entre cette tradition et la pensée de celui qu'il est convenu d'appeler « le jeune Marx », le Marx des Manuscrits de 44, que Senghor découvre juste après la guerre, en même temps qu'il découvre la pensée de Pierre Teilhard de Chardin. « L. S. Senghor et la philosophie du socialisme africain » a donc examiné cette rencontre entre l'Afrique, « le jeune » Marx, les vitalismes de Bergson et de Teilhard de Chardin, telle qu'elle a été organisée par Senghor en une doctrine de la voie africaine du socialisme.

**La troisième conférence** a porté sur le sujet suivant : **Bergson et la philosophie iqbalienne de l'ijtihad**. Elle a mis en évidence l'influence profonde que la philosophie bergsonienne en général, celle de l'individuation et celle du temps comme durée, a exercé sur le projet iqbalien d'une « Reconstruction de la pensée religieuse de l'Islam », pour reprendre le titre de l'ouvrage majeur, en prose, du philosophe et poète indien.

Reconstruire la pensée islamique, pour Iqbal, signifie avant tout restituer cette religion à son principe de mouvement afin de la sortir de la pétrification intellectuelle qu'elle connaît depuis le treizième siècle. Il s'agit donc de la reconstruire comme philosophie de l'individu qui



S. Bachir Diagne



se constitue et s'affirme comme tel dans et par l'action de transformer un monde lui-même ouvert.

Comprendre que la vie est innovation et changement c'est retrouver, selon Iqbal, avec la vraie cosmologie coranique qui est celle d'une émergence continue, le véritable sens de cet « effort d'adaptation », continue à la poussée vitale qui est la signification profonde de l'« ijtihad ». Ce terme, que l'on confine en général au seul cadre de la jurisprudence et à sa signification technique d'effort d'interprétation, est donc plus largement synonyme, chez Iqbal, d'un principe de mouvement avec lequel il est nécessaire, aujourd'hui, que l'islam renoue. Fallait-il, dans le but que voilà, que les musulmans indiens en vinsent, sous l'inspiration d'Iqbal entre autres, à la séparation qui a donné naissance au Pakistan et au Bangladesh afin de mettre en oeuvre, en toute autonomie, cet « ijtihad » ? C'est une question qui fut posée et débattue durant la conférence.

La quatrième conférence fut intitulée **Leibniz, Bergson, Iqbal et le « fatum mahometanum »**. Il fut d'abord rappelé que la démarche du philosophe Leibniz (1646-1716), pour se défendre d'avoir produit un système où règne un nécessitarisme aveugle, a consisté à contraster son idée de la Providence ou *fatum christianum* avec le destin stoïcien et surtout avec le « destin à la turque » (*fatum mahometanum*) fondé, dit-il, sur l'usage de la « raison paresseuse » pour laquelle tout est déjà prédéterminé, ou « écrit ». L'examen de la réflexion théologique et philosophique, dans le monde de l'islam, de la notion de destin a mené ensuite à l'examen de la manière dont Iqbal dénonce le fatalisme comme fondé sur une philosophie du temps qui pense celui-ci comme un cadre que l'on peut prolonger en un « futur » dont on affirme alors qu'il est connu de Dieu. A cette conception il oppose la durée bergsonienne pour conclure que la question de savoir si Dieu connaît le futur qui donc est prédéterminé est un faux problème puisqu'ultimement « il n'y a rien à connaître ». ■

## Quelques réactions aux leçons de Souleymane Bachir Diagne au Collège de France

*La Cade a accueilli le mardi 8 février avec un intérêt particulier des auditeurs venus réfléchir en commun sur les leçons données au Collège de France par Souleymane Bachir Diagne, professeur à la Columbia University de New York. Il s'est attaché à montrer par les thèmes abordés la place qu'a exercée un philosophe français comme Henri Bergson sur des intellectuels du monde colonisé, à savoir L. S. Senghor et M. Iqbal.*

*Pierre Alexandre, professeur agrégé de philosophie, retraité :*

Souleymane Bachir Diagne a fait oeuvre de pionnier en mettant au jour l'influence qu'a exercée la philosophie de Bergson sur deux poètes, penseurs et responsables politique du monde colonisé : Léopold Sédar Senghor d'une part et Mohamed Iqbal de l'autre. Les trois auteurs ont en commun une conception du temps que Bergson a conceptualisé sous le terme de durée. Il s'agit du temps de l'élan vital que Bergson distingue radicalement du temps linéaire et spatialisé de Newton à Einstein. Souleymane a d'autre part montré que l'appartenance d'Iqbal à la tradition soufiste n'est pas sans parenté avec la part que le soufisme a prise dans la conception du socialisme. Dans les deux cas, il s'agit d'un soufisme de l'action qui conduit à une exigence de justice sociale. Chez Senghor comme chez Iqbal une place religieusement et politiquement importante est réservée à la tolérance et au dialogue.

*Abdel Kader Benarab, professeur de littérature française à l'université de Sétif, chercheur au séminaire de littérature comparée de Paris III :*

Il a assimilé le soufisme, forme d'intimisme religieux, à une mystique et en fait une voie de l'Islam dans son dialogue avec l'Occident. D'après lui, Iqbal a reconstruit la pensée religieuse de l'Islam, en réformateur qu'il était, soucieux de revenir aux sources de la religion mu-

sulmane sans tomber dans le fondamentalisme. S'agissant de la raison, il est d'avis qu'il y a plusieurs formes de raison.

*Lilyan Fongang Kesteloot, professeur à l'université de Dakar, chercheur à l'IFAN :*

Elle a présenté la recherche de Souleymane comme celle d'une synthèse entre la conception de l'Islam et la pensée bergsonienne vitaliste. A l'image de Bergson et de Teilhard de Chardin, Iqbal a voulu rétablir le mouvement d'une pensée musulmane longtemps bloquée par la religion. Souleymane a tiré des oeuvres de Senghor des voies nouvelles de réflexion. Elle pense qu'autour de Souleymane se structure actuellement une école de philosophie africaine.

*Roland Colin, président d'honneur de l'IRFED, écrivain :*

Il salue la pertinence et l'importance de la grille d'interprétation proposée par Souleymane Bachir Diagne de la pensée de L. S. Senghor sous l'influence de Bergson. La « révolution de 1889 », soulignée par le chant de la Négritude, permet la réhabilitation de la « force vitale », déjà établie au cœur des philosophies négro-africaines, débordant ainsi la vision d'une pensée occidentale identifiante, à travers Descartes et ses descendances, la nature de l'homme à la rationalité transcendante. Le Père Tempels, dans sa « Philosophie ban-

toue », avait ouvert la voie dès 1947. Le lien avec Teilhard de Chardin est tout aussi essentiel.

L'éclairage donné par la seconde conférence sur le Socialisme africain marque bien la démarche de Senghor, « rencontre entre le jeune Marx et une tradition africaine faite de philosophie vitaliste et de communitarisme ». Mais il convient de mettre l'accent sur le fait que Senghor s'en est tenu à une vision surtout spéculative, procédant d'un positionnement « au sommet », sans s'engager directement dans la « praxis ». Partageant la conception philosophique de Senghor, le véritable artisan de la construction d'un socialisme africain sur le terrain, dans la « pratique sociale », a été Mamadou Dia ; Ce dernier a, par là même, soumis son compagnon au défi de ruptures que celui-ci n'a pu assumer jusqu'au bout, en homme déchiré qu'il était entre l'exigence de rejoindre les racines de la culture de son peuple et la fascination tenace de l'Occident.

Dans ce contexte, la comparaison avec Iqbal est passionnante, car elle débouche sur une prospective libératrice. La conception de l'*ijtihad* énoncée par le philosophe indien, procédant d'une même sensibilité bergsonienne, déborde largement le cadre de la pensée islamique. L'un des points essentiels réside dans le fait que l'homme est créateur du temps à venir, ce qui rejoint la « philosophie vitaliste » en refusant l'enfermement dans les dogmes réducteurs d'un destin pré-écrit. La « philosophie du développement », traduite dans une planification participative continue, illustrée, au Sénégal par Mamadou Dia, à laquelle adhérait Senghor pendant le temps de leur compagnonnage, s'inscrivait dans la même sensibilité.

*Marie-Thérèse Bidjeck, professeur agrégé de lettres classiques, retraitée :*

Elle a apprécié les qualités pédagogiques de Souleymane, sa présentation de la perception du temps et s'est interrogée sur la relation entre Bergson et les biologistes.

*Romuald Fonkua, professeur des universités, directeur de l'institut de littérature française de l'université de Strasbourg, consultant du haut conseil de la francophonie :*

Il considère que la philosophie de Senghor s'exprime à travers son oeuvre poétique. A la différence de Descartes qui a trahi la pensée grecque, Senghor croit profondément que l'émotion est première et la raison seconde. Il a rappelé la connivence de pensée de Senghor avec cet autre marginal que fut Teilhard de Chardin. Sur le socialisme africain de Senghor, il émet des doutes sur le fait que la tradition africaine est de nature socialiste. Il fait un parallèle entre Iqbal, Renan, Césaire et Senghor sur le rapport à la nation. A ses yeux, Glissant est le digne successeur de Senghor sur l'apport de l'africanité : il la cherche dans la faille de l'Occident. R. Fonkua ajoute que la pensée de Souleymane est d'autant mieux écoutée qu'il appartient à ce « club » qui rassemble les anciens élèves de l'Ecole Normale Supérieure et plus généralement, qu'on ne porte attention, en France, dans les milieux intellectuels, qu'aux Africains sortis des Grandes Ecoles et assimilées. ■

Propos recueillis par Henri Senghor

## Appel pour une République multiculturelle et postraciale

Les promoteurs de l'*Appel pour une République multiculturelle et postraciale* avaient convié leurs amis, le 27 janvier, au Cercle républicain de l'avenue de l'Opéra, ce haut lieu de la vie politique française, pour présenter leur « Appel » et les 100 propositions pluricitoyennes qui les accompagnent. Nous avons donc fait connaissance avec ce mouvement citoyen, dont le périodique *Respect-mag urbain, social et métissé* s'est fait l'initiateur et le support et qui réunit des historiens, des sociologues, des écrivains, des responsables du monde associatif autour de Lilian Thuram, « le joueur philosophe », figure emblématique de ce mouvement. Ils ont

élaboré une centaine de propositions qu'ils appellent *pluricitoyennes* de nature à réconcilier la France avec son passé, sa diversité et à dépasser ses fractures postcoloniales. Elles se présentent autour de dix axes : réconcilier l'identité républicaine et la pluralité, redynamiser la démocratie, mener une action positive pour une égalité réelle, combattre les discriminations sexistes, changer les représentations, faire l'égalité par l'école, retisser les solidarités et promouvoir la mixité, accompagner les projets et l'innovation, renouveler la relation avec les départements et territoires d'Amérique, des Océans Indien et Pacifique. Saluons ces initiatives qui se veu-

lent républicaines sans aucune ambiguïté et dans lesquelles, en particulier celles relatives au changement des représentations, la CADE peut voir une justification de son travail « pour un autre regard sur l'Afrique et les Africains » et la confirmation de sa décision d'y associer les Africains de la diaspora. ■

**Michel Levallois**

*PS. Nous reviendrons sur Mes étoiles noires de Lilian Thuram et les interviews qu'il a données au Nouvel Observateur du 14 janvier et à quelques autres magazines.*





## Davos et l'Afrique



Comme chaque année depuis 40 ans, le « Forum économique mondial » s'est tenu du 27 au 31 janvier 2010, à Davos, station suisse de sports d'hiver. Il a réuni environ 2.500 personnes : dirigeants d'entreprises, hommes politiques, journalistes, syndicalistes et plus largement la société civile. Plusieurs Africains étaient présents. Dans les ateliers, ils ont participé aux discussions sur la crise - financière ou économique ? finie ou non ? - et sur les « menaces » (selon les banquiers) de régulation du système financier mondial. On a aussi parlé des changements climatiques et de leur influence sur l'économie de certains pays et on a esquissé ce que pourraient être des activités liées à l'écologie.

### Loi du monde

En fait l'Afrique a été protégée de la crise financière de 2008/2009 parce qu'elle est peu intégrée dans le système mondial. Ses institutions spécialisées ne s'y prêtent pas et les banques ne sont pas agressives : elles ont beaucoup de liquidités et engagent peu de financements. Mais la crise économique qui a suivi ne l'a pas épargnée. Dans les pays les plus engagés dans la mondialisation, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Egypte, la Zambie, le Kenya, des milliers de travailleurs se sont retrouvés au chômage. Partout on déplore une baisse des investissements, du tourisme et des recettes d'exportation. C'est près de 15 millions de personnes qui ont, en plus, été plongées dans la pauvreté, selon l'ONU. La croissance des années antérieures à 2009 et la réforme des politiques économiques ont permis à certains pays de mieux résister. 14 Etats ont connu une croissance de plus de 5 % ; 13 ont maintenu un taux supérieur à celui de la croissance démographique. La Banque africaine de développement (BAD) prévoit d'ailleurs que les pays à économie faible, donc moins exposée aux fluctuations de l'économie mondiale, résisteront mieux que les pays pétroliers et miniers qui auront à supporter les conséquences de l'affaiblissement des cours du pétrole et des minerais, durant une certaine période.

### Statistiques : Précautions !

En octobre dernier, les prévisions de croissance pour le continent s'étagaient de 1,7 % (ONU) à 3,7 % (Banque mondiale, pour l'Afrique subsaharienne seulement) et 4,1 % (BAD) jusqu'à 5,3 % (ONU). Ces disparités se retrouvent en janvier 2010 pour l'ensemble du monde. Le FMI avait prévu, fin 2009, une croissance de 0,5 % (ce qui était mieux que la récession de cette même année 2009) pour 2010, puis fin janvier il

arrive à 3,9 %. Cette diversité et cette apparente incohérence des chiffres traduisent en fait la diversité des données statistiques sur lesquelles elles sont basées. En outre elles évoluent en fonction d'une situation chaotique, ce qui est aussi une des conséquences de la « crise ». Elles existent et il faut donc les manier avec précaution.

Compte tenu du volume d'échanges avec l'Afrique, la situation de la Chine est très significative pour l'avenir de ces relations. La croissance est passée de 9 % en 2008 à 6,7 % en 2009 et devrait dépasser 8 % en 2010. Les chiffres peuvent varier, mais sans doute pas la tendance, or c'est elle qui compte. Elle a connu le chômage et une certaine récession comme les Etats-Unis et les autres pays du Nord. Il semble bien que cette récession soit en voie de résorption, là comme dans l'ensemble de l'Occident. A Davos on a pris acte de cette reprise statistique, due en bonne partie aux plans de relance des gouvernements, mais accompagnée d'une récession humaine.

### Réformes : quelles réformes ?

Il est certain que le système monétaire et financier international sera réformé, trop pour ceux qui en vivent et pas assez pour les politiques qui souhaiteraient œuvrer dans une économie moins aventureuse.

Joseph E. Stiglitz, ex-vice-président de la Banque mondiale, prix Nobel d'économie, est depuis 2009 président de la Commission d'experts des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international. Lors d'une tournée de conférences en Tunisie, en janvier dernier, il a expliqué sans ménagements, les causes de la crise : accumulation des gains par le monde de la finance seul et partage des risques avec les consommateurs d'abord et maintenant avec les contribuables. Il faut un juste équilibre entre le marché et l'Etat, équilibre variable tenant compte de la situation des pays, comme en Afrique par exemple. Il faudrait aussi que le G 20 s'élargisse encore pour que les petits pays (africains notamment) disposent d'un nombre significatif de représentants. Or seule l'Afrique du Sud y figure actuellement.

A Davos on ne prend pas de décision, mais il se dégage de ces Forums une certaine ambiance. Moins pessimiste que l'an dernier, elle était surtout interrogative : comment se réalisera la sortie de crise ? Or l'Afrique sera concernée, comme elle le fut par la récession. Il y a donc un espoir raisonnable d'amélioration de l'économie. ■

Robert Ginésy



Maurice Tchuente © M. T.

### Informatique et mathématiques appliquées au service du développement économique et social

**F**in novembre dernier, à Yaoundé au Cameroun, était signée la convention de création du Laboratoire International de Recherche en Informatique et Mathématiques Appliquées (LIRIMA) que dirige le professeur Maurice Tchuente, un informaticien camerounais de réputation internationale. Celle-ci faisait suite à la signature, le mois précédent, d'une autre convention, celle de la création de l'Unité Mixte Internationale UMMISCO (Unité de Modélisation Mathématique et Informatique de Systèmes Complexes), dirigée par le professeur Pierre Auger. Impliquant d'un côté l'INRIA\* et 6 universités africaines, de l'autre l'IRD\*\*, l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC Paris 6) et 5 universités, dont 4 africaines et 1 vietnamienne, le LIRIMA et l'UMMISCO résultent d'une même démarche visant à accroître la mise en réseau des équipes de recherche du Nord et du Sud.

Concernant l'état de la recherche scientifique en Afrique Centrale et de l'Ouest, le professeur Maurice Tchuente dresse un constat sans appel. Ainsi s'il rappelle qu'il existe de nombreuses poches d'excellence scientifique sur ce continent, animées par de petites équipes travaillant en partenariat avec des institutions du Nord et en particulier françaises, il regrette leur trop grande fragilité et la faiblesse de leur ancrage institutionnel. En outre, il estime que, contrairement aux sciences biologiques, médicales et agronomiques où les programmes de recherche sont traditionnellement liés aux priorités gouvernementales, les problématiques de recherche des équipes travaillant dans les sciences dites « dures », principalement la physique et les mathématiques, sont généralement liées aux thématiques développées au Nord et sont trop souvent sans lien avec les défis nationaux que doivent relever les pays d'Afrique. Ajoutez à cela une coopération entre institutions africaines qui reste trop faible et, pire, une « hémorragie massive de nos jeunes » qui, faute de structures d'accueil au Sud, s'en vont travailler dans les laboratoires partenaires du Nord. « Des 12 étudiants de la première promotion du Master 2 professionnel Réseaux et Applications Multimédia que propose l'Université de Yaoundé 1 depuis 2008, 6 poursuivent aujourd'hui une thèse au sein des laboratoires de nos partenaires du Nord », constate cet universitaire qui ajoute : « C'est la preuve que le niveau de nos étudiants est tout à fait remarquable, ce dont nous pouvons être fiers. Mais force est de constater que ces thésards seraient très utiles pour venir renforcer les effectifs de certains de nos laboratoires ».

#### L'émergence d'une prise de conscience de l'importance de la science

N'allez pas croire pour autant que Maurice Tchuente est un pessimiste de plus, bien au contraire. Car s'il dresse ce constat sans concession, il affiche néanmoins un optimisme forcené, en particulier au regard de certaines évolutions récentes dans différents pays d'Afrique et en particulier dans son pays, le Cameroun. « J'observe un fort engouement de nos jeunes pour les disciplines scientifiques et plus particulièrement l'informatique. Aussi assis-

tons-nous à la multiplication des formations en informatique qui rencontrent beaucoup de succès au niveau bac + 2, voire bac + 3, le niveau Master connaissant encore des difficultés faute des ressources humaines capables d'assurer ces formations ». Autre raison de se réjouir pour cet informaticien réputé, les efforts consentis actuellement par le gouvernement camerounais en matière d'enseignement supérieur et de recherche, notamment à travers la création du compte d'affectation spéciale pour la modernisation de la recherche qui permet aujourd'hui aux chercheurs de bénéficier d'une allocation spécifique chaque trimestre. Parallèlement, un projet de mise en place d'un fonds d'appui à la recherche et à la professionnalisation visant à rendre les universités camerounaises attractives et compétitives tant au plan national que sous-régional ou international a été lancé.

« La prise de conscience par les autorités politiques de l'importance de la recherche dans le développement économique d'un pays est en marche. Et celle-ci dépasse largement les frontières du Cameroun », déclare-t-il. Les bailleurs de fonds des pays africains qui ont affirmé, durant longtemps, que l'enseignement supérieur n'était pas une priorité, conduisant ainsi des gouvernements à arrêter le recrutement dans les universités ou encore à réduire les financements publics alloués à ces établissements, en sont aujourd'hui convaincus. Le développement économique d'un pays ne pouvant être mené à terme sans l'appui de la recherche, il est donc nécessaire de disposer en amont d'un enseignement supérieur de haut niveau. Maurice Tchuente en veut pour preuve le projet de création de la « Pan African University », lancé par l'Union Africaine, dont l'objectif est de favoriser le développement d'un espace universitaire africain. Permettant de mutualiser les ressources humaines et les moyens techniques de chaque pays impliqué dans ce projet, la Pan African University devrait ainsi conduire à l'émergence de projets menés en commun. « La Conférence des Ministres de l'Éducation de l'Union Africaine (COMEDAF) a pris le projet en main et s'y intéresse de très près. Il est permis d'espérer

\* Institut national de recherche en informatique et automatique

\*\* Institut de Recherche pour le Développement,

un démarrage à la rentrée universitaire 2010 », indique-t-il.

### **L'aboutissement d'une même « démarche réseau »**

C'est dans ce contexte d'une Afrique qui réfléchit à ce qu'elle pourrait être demain et souhaite pouvoir décider davantage de ce que sera son avenir, autrement dit d'une Afrique bien loin des seuls clichés catastrophistes qui circulent sur elle dans la presse, qu'est née l'idée de créer le LIRIMA et l'UMMISCO. « La présence de l'INRIA sur le continent africain ne date pas d'hier puisqu'elle remonte à 1986. Une convention avait alors été signée entre l'INRIA, l'Université de Yaoundé et l'Université des Nations Unies (UNU), pour la mise en place de la première formation doctorale en informatique », rappelle Maurice Tchuente. Et c'est à partir de ce noyau qu'a été créé un réseau informatique qui, depuis 1992, année de la première édition à Yaoundé, organise tous les deux ans un colloque regroupant l'ensemble des chercheurs en informatique de l'Afrique francophone. Ce réseau a conduit notamment à l'émergence d'un important projet portant sur les Mathématiques et l'Informatique, SARIMA, financé entre 2004 et 2008 par le ministère des Affaires Etrangères et Européennes. Or en 2009, à l'occasion de l'évaluation de ce projet, il est apparu qu'il était possible et souhaitable de fédérer toutes ces recherches menées dans le domaine des STIC (Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication) et de créer un laboratoire avec l'INRIA. C'est ainsi qu'est né le LIRIMA qui se structure progressivement et vient de tenir la première réunion de son comité de pilotage.

De son côté, l'IRD, dont l'implantation en Afrique est beaucoup plus ancienne, a créé l'UMMISCO dès janvier 2009, cette Unité Mixte Internationale étant le prolongement, sous une autre forme, de l'Unité de recherche GEODES de l'IRD créée en 2000. « En 2007, il est apparu que le réseau MAT (Modélisation et Applications Thématiques) mis en place depuis 2003 par l'IRD, autour de la modélisation mathématique et informatique appliquée aux systèmes environnementaux et sociaux - réseau qui fédérait des laboratoires africains et l'UR GEODES de l'IRD - pouvait et devait évoluer en une Unité Mixte Internationale », rappelle Maurice Tchuente. Placée sous la double tutelle de l'IRD et de l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC Paris 6) l'UMMISCO a donc été bâtie autour de l'ancienne unité GEODES et de ses équipes partenaires en France, en Afrique et en Asie du Sud-Est. A vocation recherche tout comme le LIRIMA, l'UMMISCO a en plus vocation à dispenser des formations d'où son soutien à un réseau de Master en « Systèmes Complexes » et à un Programme Doctoral International. Aboutissement d'une même « démarche réseau », ce Laboratoire International de Recherche et cette Unité Mixte Internationale sont donc pleinement complémentaires. « Il n'y a pas de concurrence entre ces deux structures. Côté français, une réflexion est même engagée pour faire émerger une synergie entre ces deux réseaux », précise Maurice Tchuente.

### **La recherche scientifique comme catalyseur autour d'un même élan**

Aujourd'hui directeur de recherche à l'IRD au sein d'une

équipe de l'UMMISCO et directeur du LIRIMA, le professeur Maurice Tchuente s'intéresse donc plus particulièrement à la modélisation épidémiologique. Ce chercheur dont les travaux portent globalement sur les réseaux d'automates et les systèmes coopératifs et complexes, c'est-à-dire des réseaux composés d'un grand nombre d'entités en interaction, a mené des recherches aussi bien théoriques que tournées vers l'application. Dans le domaine de ce que les informaticiens appellent le « massivement parallèle », qui consiste grosso modo à faire fonctionner en parallèle un grand nombre de processeurs afin d'exécuter plus rapidement des tâches comportant un très grand nombre de calculs, ce chercheur camerounais a notamment développé des algorithmes aujourd'hui « implémentés » sur ce type de machines. « Après avoir eu la chance d'exercer comme recteur de l'Université à Dschang, Ngaoundéré et Douala et m'être impliqué dans la politique, en particulier en participant au gouvernement du Cameroun, j'ai décidé dès 2005, quand j'ai repris mes travaux scientifiques, de m'attaquer à une problématique plus ancrée sur la réalité nationale. Or il m'a semblé que le domaine de la santé était celui où il y avait le plus grand besoin d'apports d'outils mathématiques et informatiques », explique-t-il.

Ainsi son équipe travaille actuellement avec les chercheurs du Centre de Yaoundé de l'Institut Pasteur, en particulier avec le docteur Pascal Boisier qui dirige l'Unité d'Epidémiologie et de Santé Publique. « Nous sommes en train de développer une plate-forme informatique de suivi épidémiologique de la rage », indique-t-il. De même, avec l'Université de Saint-Louis du Sénégal, avec laquelle l'équipe de Maurice Tchuente réalise des échanges d'étudiants et d'enseignants, un travail est en cours concernant la transmission de l'hépatite B. « Nous essayons de voir quel est l'impact de la vaccination sur l'évolution de cette maladie en Afrique ». L'informatique et les mathématiques appliquées ont donc un rôle considérable à jouer, tant en matière de santé que d'environnement.

D'où l'importance du LIRIMA et de l'UMMISCO dont Maurice Tchuente attend beaucoup. Ils vont en effet contribuer à promouvoir la formation et la recherche scientifique de haut niveau en informatique et mathématiques appliquées, en relation avec des problématiques du développement économique et social, qui plus est dans le cadre de partenariats publics et privés, et offrir localement des cadres de travail attractifs et propices à la formation des nouvelles générations d'enseignants et de chercheurs dans ces disciplines. « Le LIRIMA et l'UMMISCO permettront aussi de structurer et de fédérer les relations scientifiques de manière à assurer, grâce à un meilleur ancrage institutionnel une plus grande pérennité et l'appropriation par les universités africaines hôtes », s'enthousiasme-t-il. Dans ce contexte, la recherche scientifique ne pourrait-elle pas à terme constituer une sorte de catalyseur pour regrouper des pays africains dans un même élan ? ■

**Jean-François Desessard**  
*Journaliste scientifique*

Contact : Maurice Tchuente  
Courriel : [Maurice.Tchuente@ens-lyon.fr](mailto:Maurice.Tchuente@ens-lyon.fr)



**Afriscope** publie un numéro spécial  
« **Que faire du cinquantenaire des  
indépendances ?** »



(mars-avril 2010)

L'association **Africultures** ([www.africultures.com](http://www.africultures.com)) organise en 2010 une série d'événements autour du cinquantenaire des indépendances de dix-sept pays africains : un « forum citoyen d'**Afriscope** » (débat public) en avril, un numéro spécial de la revue **Africultures** (à paraître en octobre), une exposition photographique internationale **Vivre les indépendances** (en novembre-décembre à Paris), un colloque conçu en partenariat avec le SEDET / Université Paris 7 (en décembre)....

Première réalisation de l'année : un numéro spécial d'**Afriscope** (mars-avril 2010). Ce magazine inter-culturel et citoyen gratuit, réalisé par le bureau parisien d'Africultures, est diffusé à 50.000 exemplaires en Île de France, en Aquitaine et en PACA. Cette édition interroge la célébration du cinquantenaire des indépendances en France. Au sommaire : des entretiens (entres autres avec Odile Tobner, présidente de l'association **Survie** et Achille **Mbembe**, politologue), des articles culturels (50 ans de cinéma, le foisonnement musical à l'aube des indépendances...), des présentations de projets et d'événements, des témoignages....

Alors qu'en France, 2010 doit être « l'Année de l'Afrique », ce numéro spécial propose un regard critique sur la commémoration des indépendances. Quarante pages de décryptage et d'informations à retrouver gratuitement dans plus de 300 points de diffusion et sur le site [www.afriscope.fr](http://www.afriscope.fr). ■

**Afriscope**

**Coordination pour l'Afrique de Demain  
(CADE)**

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,  
Xavier de Franssu, Secrétaire générale : Claudie Lasserre,  
Trésorier : Philippe Mathieu

**La Lettre de la CADE**

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy,  
Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Savière, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : [cade@afrique-demain.org](mailto:cade@afrique-demain.org)

Site : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X



**Agenda de la Cade**



Rencontres-débats à l'ENA

de 17 h 45 à 19 h 45

**Cycle II: La libération de la capacitation d'entreprendre  
en Afrique**

- 17 mars 2010 : « *Vers l'autonomisation d'un marché littéraire : Le Nigeria et la RDC* » (cycle I), avec Ngalasso Mwatha Musanji, professeur à l'université de Bordeaux 3; Charles Djungu-Simba K., Professeur d'université et Michel Naumann, professeur à l'Université de Cergy Pontoise.  
Animation : Boniface Mongo-Mboussa, écrivain et universitaire, administrateur de la CADE

**Prochaines rencontres :**

- 13 avril 2010 : « *Regards croisés sur cinquante ans d'indépendance africaine* » (table ronde) 14h30 à 18h30
- 11 mai 2010 : « *Les nouvelles incitations à entreprendre en Afrique* » (cycle II)
- 16 juin 2010 : « *Littérature et jeunesse. Quelle mémoire ?* » (cycle I)

Conférences à l'Université du Havre

« **L'Afrique en mouvement** »



- 11 mars 2010 : « *L'eau en Afrique subsaharienne : sa maîtrise et ses usages* », avec Jacques Lemoalle, directeur de recherche émérite à l'IRD. A 18 heures à l'UFR des Lettres et Sciences Humaines de l'Université du Havre.

Partenariat avec le CRDP de Rouen et l'Université du Havre

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Martime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>



**Annonces**

- **Forum francophone des arts et de la culture**

du 18 au 22 mars 2010 à l'occasion de la commémoration de la quarantième Journée Internationale de la Francophonie (OIF). Espace Grande Arche et Espace « Carroussel du Louvre »

Contact : Ewané Eweck, Développement et communication [ewane.eweck@action-francophonie.org](mailto:ewane.eweck@action-francophonie.org)

Téléphone : +33 9 53 48 86 57—Télécopie : +33 9 58 48 86 57



**Abonnement à La Lettre de la CADE :**

Nom .....Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €  
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

**Copyright :**

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.